



« GILETS JAUNES »

# NOTRE ENNEMI, C'EST L'INDIVIDUALISME

Depuis le 17 novembre 2018, le pays est traversé par un puissant mouvement de révolte. Les piquets de blocage se sont multipliés dans les petites villes de province et dans la périphérie des métropoles. En parallèle, les lycéens ont bloqué leurs établissements et manifesté en nombre, principalement dans ces mêmes petites villes.

**D**ES LUTTES ONT ÉGALEMENT CONTINUÉ dans certaines entreprises, principalement sur la question des salaires. Ces trois formes de mobilisations ont rarement convergé. Et, quand elles l'ont fait, c'est dans des manifestations relativement confuses, le samedi, dans les grosses agglomérations. Aucune de ces luttes, isolées, n'a actuellement remporté de victoire marquante. Et, pourtant, le pays n'a pas connu une situation sociale si explosive depuis Mai 68. La colère et la révolte n'ont jamais été si visibles. Mais notre colère collective a atteint un niveau aussi impressionnant que celui de notre désorganisation.

Cette lutte est motivante à bien des égards. Elle nous a rappelé la force des luttes sociales lorsqu'elles partent de la réalité de nos vies quotidiennes. Nous nous sommes battus, car nos conditions matérielles de vie

n'ont jamais été aussi difficiles et précaires. C'est pourquoi la question du prix des carburants a rapidement été complétée par des revendications liées aux salaires, aux allocations sociales, au coût de la vie... Mais c'est aussi tout un mode de vie qui est désormais rejeté. *L'américan way of life* (mode de vie à l'américaine) qui, depuis des décennies, nous est présenté comme celui du bonheur. On s'endette à vie pour acheter un pavillon dans un lotissement isolé, dans des villes excentrées. Ces villes fournissent leur main-d'œuvre à la bourgeoisie des métropoles, qui concentrent les richesses et les pouvoirs. Ces zones dortoirs sont gangrénées par la monotonie et le repli sur soi.

Or, ce que nous avons redécouvert sur les piquets, c'est la dimension sociale de l'être humain. Car la vie se construit en allant vers les autres. Nous avons donc fra-

ternisé pendant des semaines sur les piquets. C'est ce qui explique la longévité de notre mouvement et pour quoi il va reprendre. On s'est battu, car ça nous a fait du bien de nous rencontrer !

Nous avons redécouvert le social et, avec lui, la conscience de notre force. Des centaines de milliers de travailleurs, qui n'avaient jamais manifesté, ont participé à des actions totalement illégales : des blocages d'entreprise, des piquets filtrants sur les routes, des levées de péages, des manifestations non déclarées... Et nous les avons pratiquées, car nous avons conscience de notre force collective retrouvée. Ce qui nous a poussé à agir ainsi, c'est aussi que nous savons que les actions institutionnelles sont globalement inefficaces.

La force de notre mouvement tient aussi à sa composition sociale. C'est le prolétariat qui s'est soulevé, c'est-à-dire ceux qui vendent leur force de travail à un patron, ceux qui ne possèdent pas leur entreprise. Les autres classes sociales ont dénoncé le mouvement ou sont restées passives ou divisées. Ainsi, beaucoup d'artisans se disaient solidaires du mouvement, mais le critiquaient par derrière dès que leurs intérêts égoïstes étaient menacés.

Quand nous, les travailleurs, nous faisons grève, nous ne pleurnichons pas au prétexte que les jours de grèves ne sont pas payés ! Chez les bourgeois, l'individualisme est tel qu'ils te trahissent dès qu'ils perdent 2 % de leur chiffre d'affaires. Les « gilets jaunes » ont demandé aux organisations patronales, entre autres celles des routiers, de les soutenir. On attend encore leur soutien ! Ces caractéristiques du mouvement des « gilets jaunes » ne sont pas un hasard. Car on les retrouve dans le mouvement lycéen, qui portait d'autres revendications (sélection scolaire, déqualification des diplômés...). La puissance de la mobilisation a cependant été fragilisée par des faiblesses internes évidentes

## **DES FAIBLESSES À DÉPASSER RAPIDEMENT**

Nous avons réussi à reconstruire une vie collective locale, une véritable sociabilité. Mais cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas restés sous la domination de l'idéologie individualiste. C'est pourquoi nous avons eu beaucoup de mal à nous organiser, car nous manquons encore de confiance envers les autres. Beaucoup parmi nous continuent à croire que l'humanité c'est une accumulation d'individualités. Or, une société ne peut

se construire que si nous acceptons de fusionner une partie de nous-mêmes avec les autres.

C'est ce qu'on demande à un délégué. Non pas de parler en son nom, mais de porter le mandat que les autres lui ont donné. À son époque triomphante, le mouvement ouvrier était organisé sur ce modèle, celui du fédéralisme et du mandat. Celui de la véritable démocratie. Car, en refusant de mandater des délégués, ou même d'organiser des assemblées générales décisionnelles, on est alors condamnés à se faire récupérer. Pour agir, il faut des décisions. Si elles ne sont pas prises de façon collective, alors elles sont prises discrètement par des groupes d'individus qui s'imposent dans les faits aux autres. Émergent alors de petits chefs occultes et autoproclamés qu'il n'est pas possible de contrôler puisqu'il n'y a pas de fonctionnement démocratique.

Ce même individualisme a enfermé le mouvement sur le local. D'où une absence de plate-forme démocratiquement débattue et de stratégie nationale de lutte. Le mouvement va donc être fragilisé par toutes les tentatives de récupérations et de division : création de nouveaux partis, présentations de listes aux élections, etc.

Autre faiblesse, sa dépendance aux multinationales du numérique. Les médias traditionnels sont totalement discrédités... mais notre mouvement est totalement intégré aux médias numériques. À tel point que si Facebook et ses concurrents avaient fermé leur service, le mouvement aurait été disloqué : plus d'infos, plus de débats, plus de consignes d'actions... Cette dépendance explique une contradiction énorme. Nous demandons à ce que les ces Gafa soient taxés tout en laissant notre mouvement entre leurs mains. Pourtant, nous sommes conscients que les médias numériques ne sont pas plus démocratiques que les anciens. Ce qui pose la question de recréer nos propres outils de débats et d'information.

Nous sommes également restés dominés par les politiciens. Pour eux, la « politique », c'est une affaire de professionnels et d'experts, c'est-à-dire leur privilège. Or, la politique, c'est les affaires de la cité, c'est-à-dire que tout est politique et ça commence par la façon d'éduquer ses enfants, ses rapports avec les autres individus dans la famille, dans la commune, au travail...

À partir de cette confusion, le mouvement a été incapable de formuler une stratégie politique par rapport au système capitaliste et des institutions qui assurent son fonctionnement : les entreprises, les collectivités



MANIFESTATION DU 14 DÉCEMBRE 2018 À SAINT-QUENTIN. DR « L'AISNE NOUVELLE ».

territoriales, l'État. On critiquait les politiciens tout en leur laissant le monopole du politique. D'où, aussi, le mythe qu'il serait possible de réformer les institutions capitalistes pour les transformer en outils au service de nos besoins sociaux. Or, quand ces institutions offrent des services, c'est suite à des luttes victorieuses ou, alors, pour nous dissuader d'agir de façon autonome. Il faut donc être organisés en permanence face à elles.

C'est cette confusion qui explique l'émergence de la revendication du RIC. Le référendum a pourtant montré sa relative inefficacité ces dernières années : par exemple avec celui sur le TCE, dont le résultat n'a pas été respecté, puisque l'État capitaliste est au service des capitalistes. Tous les rouages de ces institutions sont dirigés par des cadres supérieurs et des hauts fonctionnaires qui défendent leurs intérêts de classe, ceux de la bourgeoisie. D'où l'importance, pour les travailleurs du privé, d'être unis aux fonctionnaires face à nos ennemis communs. Et c'est d'ailleurs la dernière grosse faiblesse, notre isolement par rapport au mouvement ouvrier. Dans la dynamique de préparation du 17 novembre, la majorité des porte-parole, issus de la petite bourgeoisie, ont montré leur hostilité aux organisations syndicales et ont refusé leur présence sur les piquets.

Beaucoup de travailleurs ont repris ces déclarations, pourtant suicidaires pour le mouvement. Certains avan-

çaient de justes critiques sur l'institutionnalisation de beaucoup d'organisations syndicales, leur corporatisme comme celui des chauffeurs routiers. D'autres « gilets jaunes » le faisaient, car ils avaient peur que la mobilisation s'étende à leur entreprise. Car il faut arrêter de se mentir. Nous avons peur d'agir dans nos quartiers, car nous nous sentions seuls. Nous avons la même peur de nous syndiquer dans notre entreprise, car nous manquons, là aussi, de confiance dans nos camarades de travail. Pourquoi ? Parce que nous ne vivons rien avec eux en dehors de l'entreprise. Après le boulot, on rentre à la maison et on s'y enferme devant un écran qui nous diffuse sa propagande sur le statut des fonctionnaires, les privilèges des cheminots, les fainéants de chômeurs, les profiteurs du RSA, les allocations familiales des immigrés... Cette propagande est bien utile pour justifier notre passivité vis-à-vis de notre patron. Le profiteur, ce ne serait pas lui, mais les autres travailleurs !

Alors, cet isolement par rapport au syndicalisme, nous l'avons payé cher. La jonction ne s'est pas faite avec les travailleurs qui vivent dans les quartiers populaires des grandes villes, principalement des jeunes. Nous avons été condamnés à bloquer les activités économiques de l'extérieur, en périphérie. Comme on ne se sent pas assez organisés et, donc, solidaires pour mener une grève dans son entreprise, on demande in-

consciemment à d'autres « gilets jaunes » de la bloquer aux ronds-points. Ça peut fonctionner, partiellement et dans l'urgence, mais on ne transforme rien dans le fond. On reste soumis dans l'entreprise et on peut toujours attendre une augmentation de salaire ou une amélioration de ses conditions de travail.

Notre isolement du mouvement syndical nous a ainsi empêchés de tirer un bilan de la lutte contre la loi Travail (El Khomri en 2016). Le mouvement syndical avait été trop faible pour lancer des grèves dans les entreprises et avait développé une tactique alternative : bloquer les entreprises de l'extérieur. Sans succès ! Nous avons donc reproduit cette tactique inefficace, alors que notre mouvement disposait d'une force incroyable. C'était l'occasion de tisser des liens avec les syndicats professionnels pour appuyer leur action, les rejoindre et les redynamiser. Il n'est pas trop tard pour le faire dans la seconde phase de la lutte qui va s'ouvrir.

## **DE LA RÉVOLTE SPONTANÉE À LA RÉVOLUTION SOCIALE**

Nous devons utiliser le syndicalisme, car cela a toujours été le plus efficace outil de lutte. Car il va falloir attaquer les véritables dirigeants du système, ceux qui ont payé la campagne électorale de Macron et de ses députés, c'est-à-dire les patrons. Ceux qui profitent des aides massives aux entreprises (200 milliards d'euros d'aides financées par nos impôts, par exemple la TVA) pour financer leurs dividendes et leurs revenus, largement déguisés (activités non déclarées, évasions fiscales, placements occultes...). Les grands capitalistes, tout comme les petits patrons, profitent de cette politique et partagent les mêmes pratiques égoïstes. Ils ont eu peur que la mobilisation s'étende à leur entreprise. Alors, sachons analyser leur peur pour les faire céder. Car le véritable gouvernement, c'est le patronat. C'est lui, à travers son lobbying, qui impulse les lois et la gestion quotidienne du système capitaliste.

Le syndicalisme est indispensable pour comprendre la société et tirer un bilan des luttes passées. Il nous rappelle que le mouvement syndical s'est construit à travers des activités d'entraide. Les sociétés de secours mutuels étaient des caisses de solidarité, financées par des cotisations. Elles étaient chargées de distribuer des allocations aux chômeurs, malades, accidentés et retraités. Suite à des grèves, ces caisses se sont transformées en syndicats. C'est cette expérience qui a amené

la CGT à imposer la Sécurité sociale en 1944. Les syndicats animaient aussi de nombreuses activités culturelles dans les Bourses du travail : soutiens scolaires et cours professionnels, activités culturelles et sportives, coopératives de distribution alimentaires... Car les syndicats étaient conscients que face à la société capitaliste, le mouvement ouvrier devait se construire en contre-société. Progressivement, en n'étant plus syndiqués, nous avons oublié cette expérience et ce savoir de nos anciens. Nous avons abandonné cette culture de la gestion démocratique et collective. Nous sommes devenus des administrés et des assistés. Mais cette soumission, nous n'en voulons plus.

Alors, c'est cette expérience syndicale que nous devons nous réapproprier en nous réinvestissant dans nos organisations de classe. Dans de nombreuses villes, des activités d'entraide ont été recréées de façon spontanée : distribution alimentaire, fourniture des cadeaux aux enfants, aides aux transports pour les précaires, organisation des soins lors des manifestations. Elles démontrent que rien n'a changé et que les stratégies d'autrefois demeurent d'actualité. Alors, débarrassons-nous de cet individualisme suicidaire pour retrouver nos repères collectifs et reconstruire une contre-société ouverte à tous les travailleurs.

Si le mouvement syndical a dérivé et s'est institutionnalisé, nous sommes les principaux responsables. Nous critiquons les syndicats, mais nous courons les implorer quand on est licencié, quand on a des salaires en retard... On les utilise comme des consommateurs. On profite de toutes leurs conquêtes (congés payés, conventions collectives, Sécurité sociale, etc.), mais on participe rarement à leurs activités. On critique les autres, mais sans jamais assumer nos propres responsabilités. Aujourd'hui, la situation nous impose de rompre avec cet individualisme, cette culture du consommateur isolé, pour retrouver nos repères collectifs et construire ensemble notre avenir.

